



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная
организация
Объединенных
Наций

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

COMITÉ FINANCIER

Cent quarante-deuxième session

Rome, 7 – 8 novembre 2011

**Projet de mandat du Comité d'audit
du Programme alimentaire mondial**

Prière d'adresser toute question relative à la teneur du document à:

Mme Gina Casar

Directrice exécutive adjointe et Directrice financière, RM

Programme alimentaire mondial

Tél: +3906 6513 2885

M. Bishow Parajuli

Chef de cabinet et Directeur EDD

Programme alimentaire mondial

Tél: +3906 6513 2146

Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires. La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur l'Internet, à l'adresse www.fao.org.

RÉSUMÉ

- Comme suite à la décision du Bureau du Conseil d'administration du PAM d'établir un groupe de travail chargé d'examiner le mandat du Comité d'audit, le présent document contient la nouvelle version dudit mandat, telle que proposée.
- Le Groupe de travail se composait de deux membres du Conseil d'administration et de deux membres de la direction du PAM.
- Il a fondé son analyse sur les résultats d'une étude menée par la société Pricewaterhouse Coopers, qui avait été sélectionnée à l'issue d'une évaluation approfondie des capacités des principaux cabinets d'audit en rapport avec les questions de gouvernance en général, et celles concernant le système des Nations Unies en particulier.
- Le travail a englobé ce qui suit:
 - un questionnaire en ligne, adressé à tous les membres du Conseil d'administration;
 - des entretiens avec tous les membres du Bureau du Conseil d'administration;
 - des entrevues avec les Présidents du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et du Comité financier de la FAO;
 - des entretiens avec d'anciens membres du Comité d'audit et des membres actuellement en poste;
 - des entretiens avec le Commissaire aux comptes actuel (le Contrôleur et Vérificateur général des comptes de l'Inde) et son prédécesseur (le National Audit Office du Royaume-Uni);
 - des entretiens avec le Vérificateur des comptes; et
 - plusieurs entrevues avec des membres clés de la direction.
- Le projet de mandat est soumis au Conseil d'administration pour approbation. Par rapport à la version actuelle du mandat du Comité, il apporte des clarifications sur:
 - les responsabilités et les pouvoirs du Comité d'audit;
 - les règles concernant l'indépendance des membres du Comité d'audit et les éventuels conflits d'intérêt; et
 - les domaines dans lesquels le Conseil d'administration et le Directeur exécutif doivent œuvrer de concert.

ORIENTATIONS DEMANDÉES AU COMITÉ FINANCIER DE LA FAO

- Le Comité financier de la FAO est invité à examiner le document intitulé "Projet de mandat du Comité d'audit du Programme alimentaire mondial" et à avaliser ce document, qui est présenté au Conseil d'administration pour approbation.

Projet d'avis

- **Conformément à l'article XIV du Statut du PAM, le Comité financier de la FAO conseille au Conseil d'administration du PAM d'approuver le projet de décision figurant dans le document intitulé "Projet de mandat du Comité d'audit du Programme alimentaire mondial".**

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 14–17 novembre 2011

RESSOURCES, QUESTIONS FINANCIÈRES ET BUDGÉTAIRES

**Point 5 de l'ordre du
jour**

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/2011/5-B/1
3 novembre 2011
ORIGINAL: ANGLAIS

PROJET DE MANDAT DU COMITÉ D'AUDIT DU PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directrice exécutive adjointe, Mme G. Casar tél.: 066513-2885
RM*:

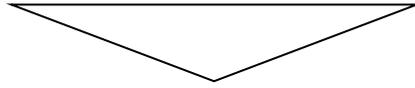
Chef de cabinet et Directeur, M. B. Parajuli tél.: 066513-2002
EDD**:

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Département de la gestion des ressources et de l'obligation redditionnelle

** Bureau du Directeur exécutif

PROJET DE DÉCISION*



Le Conseil approuve le document intitulé "Projet de mandat du Comité d'audit du Programme alimentaire mondial" (WFP/EB.2/2011/5-B/1).

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

CONTEXTE

1. Par sa décision 2009/EB.1/7, le Conseil d'administration du Programme alimentaire mondial a décidé que le Comité d'audit, organe consultatif et indépendant, ferait rapport au Conseil d'administration et au Directeur exécutif. À la même session, il a en outre été décidé qu'un bilan de l'expérience avec le Comité d'audit serait effectué et le mandat de celui-ci examiné.
2. Le Bureau du Conseil d'administration et la Directrice exécutive sont convenus de confier l'examen du mandat du Comité d'audit à un groupe de travail établi à cette fin, et composé de quatre membres: deux représentants du Bureau (le Président et le membre suppléant de la Liste B) et deux représentants du Secrétariat (le Directeur financier et le Chef de cabinet).
3. Le groupe de travail s'est adjoint les services d'appui analytique du cabinet Pricewaterhouse Coopers. Cette société a été choisie à l'issue d'une évaluation des capacités des principaux cabinets d'audit internationaux au regard des questions de gouvernance, notamment en rapport avec le système des Nations Unies et les comités d'audit.
4. Pricewaterhouse Coopers a notamment élaboré un questionnaire, auquel les membres du Conseil d'administration ont répondu en ligne, et il s'est entretenu avec les personnes suivantes:
 - i) tous les membres du Bureau du Conseil d'administration;
 - ii) les Présidents du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et du Comité financier de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture;
 - iii) d'anciens membres du Comité d'audit et ses membres actuels;
 - iv) le Commissaire aux comptes actuel (qui est le Contrôleur et Vérificateur général des comptes de l'Inde) et son prédécesseur (le National Audit Office du Royaume-Uni);
 - v) l'Inspecteur général et Directeur du Bureau des services de contrôle; et
 - vi) des personnes occupant des postes clés au Secrétariat du PAM.
5. Le nouveau mandat a été le fruit de ces nombreuses consultations avec les parties prenantes; la révision visait à permettre au Comité d'audit de mieux conseiller le Conseil d'administration et le Directeur exécutif.
6. Le projet de mandat ci-après est soumis au Conseil d'administration pour approbation. Par rapport à la version actuelle du mandat du Comité, il apporte des clarifications sur:
 - i) les responsabilités et les pouvoirs du Comité d'audit;
 - ii) les règles concernant l'indépendance des membres du Comité d'audit et les éventuels conflits d'intérêt; et
 - iii) les domaines dans lesquels le Conseil d'administration et le Directeur exécutif doivent œuvrer de concert.

PROJET DE MANDAT DU COMITÉ D'AUDIT DU PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL (PAM)

Objet

1. Le Comité d'audit joue un rôle d'expert conseil auprès du Conseil d'administration et du Directeur exécutif et leur fournit des avis autorisés indépendants afin de les aider à exercer leurs responsabilités en matière de gouvernance, notamment assurer l'efficacité des systèmes de contrôle interne, des fonctions de gestion des risques, d'audit et de contrôle et des procédures de gouvernance. Le but du Comité est d'ajouter de la valeur en renforçant l'obligation redditionnelle et la gouvernance au sein du PAM.
2. Le Comité d'audit fournit des avis au Conseil d'administration et au Directeur exécutif sur:
 - a) la qualité et le niveau de l'information financière, de la gouvernance, de la gestion des risques et des contrôles internes au sein du PAM;
 - b) l'indépendance, l'efficacité et la qualité des fonctions d'audit interne et des rapports du Commissaire aux comptes;
 - c) le renforcement de l'interaction et de la communication entre les membres du Conseil d'administration, les vérificateurs externes et internes, et la direction du PAM.

Responsabilités

3. Le Comité d'audit a des responsabilités spécifiques qui sont notamment de donner des avis au Conseil d'administration et au Directeur exécutif dans les domaines suivants:
 - a) *audit interne*: la dotation en personnel, les ressources et l'efficacité de la fonction d'audit interne et l'indépendance de ladite fonction, y compris des avis sur la sélection de l'Inspecteur général et Directeur du Bureau des services de contrôle;
 - b) *gestion des risques et contrôles internes*: l'efficacité des systèmes de contrôle interne du PAM, y compris les pratiques de gestion des risques et de gouvernance interne;
 - c) *états financiers*: questions liées aux états financiers vérifiés du PAM et aux rapports présentés par le Commissaire aux comptes à la Direction et au Conseil d'administration du PAM;
 - d) *comptabilité*: le caractère approprié des méthodes et des normes comptables ainsi que des pratiques de divulgation des données, et tout changement apporté à ces méthodes, avec les risques qu'il comporte;
 - e) *audit externe*: le plan de travail et les rapports du Commissaire aux comptes; le Comité d'audit peut fournir des avis sur la sélection du Commissaire aux comptes, y compris les coûts et l'étendue des services à fournir, ainsi que des avis au Conseil d'administration sur les honoraires du Commissaire aux comptes et sur l'extension du périmètre d'audit ou les travaux complémentaires demandés au Commissaire aux comptes;
 - f) *valeurs et éthique*: les systèmes mis en place par le PAM pour respecter et promouvoir les valeurs de la fonction publique internationale; et assurer la conformité aux normes et politiques applicables ainsi qu'aux règles déontologiques les plus strictes afin de prévenir les conflits d'intérêts et les comportements répréhensibles; et

- g) *allégation d'irrégularités*: les procédures mises en place pour la prise en compte et la vérification des allégations sérieuses.

Pouvoirs

4. Le Comité d'audit a l'autorité voulue pour exercer ses responsabilités, y compris en ce qui concerne l'accès aux informations, aux archives et au personnel du PAM. Le Comité d'audit bénéficie des mêmes droits d'accès aux informations réservées et confidentielles que ceux dont jouit le Commissaire aux comptes en vertu du Règlement financier du PAM. La direction communique régulièrement des informations à jour au Comité d'audit. Le Comité d'audit prévoit le temps nécessaire pour toute réunion confidentielle avec la direction.
5. L'Inspecteur général et Directeur du Bureau des services de contrôle ainsi que le Commissaire aux comptes ont un accès illimité et confidentiel au Comité d'audit.
6. Le présent mandat est réexaminé périodiquement, selon qu'il convient. Tout projet d'amendement y relatif doit être soumis pour approbation au Conseil d'administration.
7. Le Comité d'audit, en tant qu'organe consultatif, n'a pas de pouvoir de décision en matière de gestion, ni de pouvoirs exécutifs ou d'autres responsabilités opérationnelles.

Composition

8. Le Comité d'audit se compose de cinq membres experts indépendants exerçant leurs fonctions à titre personnel.
9. La compétence professionnelle et l'intégrité sont les critères de sélection les plus déterminants des membres du Comité d'audit.
10. La composition du Comité d'audit reflète une représentation équilibrée entre les pays développés et les pays en développement, entre le secteur public et le secteur privé, et entre les femmes et les hommes. Une attention particulière est accordée à une représentation géographique équitable. Le Comité d'audit ne comporte pas plus d'un ressortissant d'un même État membre du PAM.
11. Dans la mesure du possible, au moins un membre est sélectionné sur la base de ses qualifications et de son expérience en tant que spécialiste hors classe du contrôle, vérificateur ou directeur financier, de préférence dans le système des Nations Unies ou dans une autre organisation internationale.
12. Pour remplir leur rôle avec efficacité, les membres du Comité d'audit doivent collectivement posséder des connaissances, des compétences et une expérience de haut niveau dans les domaines suivants:
 - a) finance et audit;
 - b) structures de gouvernance et de responsabilité organisationnelle, y compris en ce qui concerne la gestion des risques;
 - c) grandes principes du droit;
 - d) gestion de haut niveau;
 - e) organisation, structure et fonctionnement du système des Nations Unies et/ou d'autres organisations intergouvernementales.
13. Les membres doivent ou devront rapidement connaître les objectifs du PAM, sa mission, la structure de gouvernance et de responsabilité et les règles qui le gouvernent.



Indépendance

14. Le rôle du Comité d'audit étant de fournir des avis objectifs, ses membres veillent à rester indépendants du Secrétariat du PAM et du Conseil d'administration, évitent toute situation susceptible de créer un conflit d'intérêts réel ou supposé.
15. Les membres du Comité d'audit:
 - a) n'occupent pas de fonctions dans des sociétés qui entretiennent des relations commerciales avec le PAM et n'exercent pas d'autres activités susceptibles de compromettre, ou de sembler compromettre, leur indépendance en tant que membres du Comité d'audit;
 - b) ne sont pas, ou n'ont pas été, au cours des deux années précédant leur nomination au Comité d'audit, employés ou engagés à un titre quelconque par le PAM ou par une délégation du Conseil d'administration du PAM, et aucun de leurs proches (tels que définis dans le Manuel et le Règlement du personnel du PAM) n'est lié par une relation de travail ou par une relation contractuelle avec le PAM ou une délégation du Conseil d'administration du PAM;
 - c) sont indépendants du Groupe des Vérificateurs externes des comptes des Nations Unies et du Corps commun d'inspection des Nations Unies;
 - d) ne sont pas admis à postuler à un emploi quelconque auprès du PAM dans un délai de trois ans au moins à compter du dernier jour de leur mandat au sein du Comité d'audit.
16. Les membres du Comité d'audit exercent leurs fonctions à titre personnel et ne demandent ni n'acceptent d'instructions eu égard à leur activité au sein du Comité d'audit de la part de tout gouvernement ou autre autorité faisant partie du PAM ou extérieure à celui-ci.
17. Les membres du Comité d'audit signent tous les ans une déclaration d'indépendance et un état de leurs intérêts financiers qu'ils soumettent au Président du Conseil d'administration selon une procédure établie par le Comité d'audit dans son règlement intérieur.

Sélection, nomination et mandat

18. La sélection des membres du Comité d'audit est confiée à un jury nommé par le Directeur exécutif et composé d'un représentant au moins d'un membre du Conseil d'administration et d'un membre du Comité d'audit, ainsi que de trois autres membres.
19. Le jury présente ses recommandations au Directeur exécutif.
20. Le Conseil d'administration examine les candidatures recommandées par le Directeur exécutif pour approbation et nomination.
21. Les membres du Comité d'audit sont nommés pour un mandat de trois ans, renouvelable une seule et dernière fois pour une durée de trois ans, sans que ces deux mandats soient nécessairement consécutifs.
22. Les membres du Comité d'audit désignent parmi eux leur Président. Lorsque le Président se trouve dans l'impossibilité d'assister à une réunion, les membres présents élisent un président par intérim.
23. Un membre du Comité d'audit peut se démettre de ses fonctions par notification écrite au Président du Conseil d'administration et au Directeur exécutif.
24. Seul le Conseil d'administration peut révoquer une nomination au Comité d'audit, dans les conditions que le Conseil d'administration doit établir.

Réunions

25. Le Comité d'audit se réunit au moins trois fois par an et ses réunions se tiennent normalement au Siège du PAM. Toute réunion devant se tenir dans un autre lieu doit être préalablement approuvée par le Président du Conseil et le Directeur exécutif. Le nombre de réunions annuelles dépend de la charge de travail approuvée et du calendrier le plus approprié pour l'examen des différentes questions; il est déterminé par le Comité d'audit en consultation avec le Président du Conseil d'administration et le Directeur exécutif. Dans des circonstances exceptionnelles, les réunions du Comité d'audit peuvent être organisées par vidéoconférence ou par téléconférence.
26. Conformément au présent mandat, le Comité d'audit peut établir son propre règlement intérieur afin d'aider ses membres à s'acquitter de leurs responsabilités. Le règlement intérieur du Comité d'audit est communiqué au Conseil d'administration et au Directeur exécutif pour information.
27. Le quorum du Comité d'audit est fixé à trois membres. Les décisions du Comité d'audit sont prises à la majorité des membres participant aux réunions.
28. Le Directeur exécutif, le Commissaire aux comptes, l'Inspecteur général et Directeur du Bureau des services de contrôle, le Directeur financier et le Spécialiste de la déontologie, ou leurs représentants, assistent aux réunions sur invitation du Comité d'audit. D'autres fonctionnaires du PAM dont les fonctions ont trait aux points à l'ordre du jour peuvent également être invités.
29. Le Comité d'audit peut obtenir un avis indépendant ou faire appel à d'autres experts extérieurs sous réserve d'approbation par le Président du Conseil d'administration et du Directeur exécutif.
30. Tous les documents et informations confidentiels soumis au Comité d'audit ou obtenus par ce dernier restent confidentiels à moins qu'il n'en soit décidé autrement. Les membres du Comité d'audit acceptent cette obligation par écrit au moment de leur nomination.

Rapports

31. Le Président du Comité d'audit soumet les conclusions du Comité au Président du Conseil d'administration et au Directeur exécutif après chaque réunion, et présente un rapport annuel, par écrit et en personne, à la session annuelle du Conseil d'administration pour examen.
32. Le Président du Comité d'audit peut informer à tout moment le Président du Conseil et/ou le Directeur exécutif de toute question de gouvernance susceptible, à son avis, de réclamer l'attention.

Dispositions administratives

33. Les membres du Comité d'audit fournissent leurs services à titre gracieux.
34. À un niveau équivalant à celui de Sous-Secrétaire général dans le système des Nations Unies, les membres du Comité d'audit:
 - a) reçoivent une indemnité journalière de subsistance; et
 - b) ont droit au remboursement des frais de voyage encourus pour participer aux réunions dudit Comité, conformément aux procédures appliquées aux fonctionnaires du PAM.
35. Le bureau du Directeur exécutif adjoint chargé des relations extérieures assure le secrétariat du Comité d'audit.

